

L'ÉGLISE CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE...

La crise du système de production capitaliste a au moins le mérite de permettre à chacun de se situer. Les organisations syndicales sont amenées à analyser cette crise, à préciser leurs positions, à définir leurs orientations.

Le syndicat-parti C.F.D.T. vient, à nouveau, de confirmer les siennes. Pour notre part, nous ne sommes pas surpris des affirmations de cette organisation, et de son secrétaire général, que nous avons toujours dénoncées, comme étant les représentants qualifiés du néo-corporatisme. Nous en avons une nouvelle démonstration, éclatante, à la lecture de «*LA VIE hebdomadaire chrétien d'actualité*», du 28 avril 1983.

Edmond MAIRE réaffirme la volonté de son organisation de lutter... pour la disparition des avantages acquis, et pour la diminution du pouvoir d'achat:

*«... Celui qui a un emploi, qui se croit relativement tranquille, a tendance à s'enfermer sur ces acquis...
... La C.F.D.T. cherche à faire comprendre aux salariés des secteurs les plus favorisés qu'ils doivent désormais agir sur des objectifs porteurs d'avenir et non plus pour l'augmentation de leur pouvoir d'achat ou de leurs avantages acquis».*

Ce qui rejoint très exactement la déclaration du conseil permanent de l'épiscopat, le 22 septembre 1983, «*Sauf les plus défavorisés, la défense du niveau de vie n'est pas aujourd'hui l'objectif le plus urgent...
... Dans la mesure où la sécurité des uns a pour contrepartie l'insécurité des autres, il serait anormal de lutter sans discernement pour le maintien des avantages acquis et des dispositions qui les consacrent*».

Les «uns et les autres» étant bien entendu les salariés, coupables d'avoir lutté - pendant des décennies pour améliorer les contenus de leurs conventions collectives, ce que la même conférence épiscopale regrette en notant que:

«des groupes catégoriels ont su s'organiser pour obtenir des avantages contractuels ou légaux garantis indéfiniment».

Diminuer la consommation par, entr'autre, la baisse du pouvoir d'achat, remettre en cause les avantages acquis, apprendre de «*nouvelles solidarités*», mettre au point «*de nouveaux types de comportements*», «*changer les habitudes*», telles sont les consignes de la conférence épiscopale car, nous disent les évêques:

«Par le sacrement de réconciliation, objet du prochain Synode, le Christ qui nous réconcilie avec le Père, nous appelle à la réconciliation. Par l'Eucharistie, il nous convie à un partage effectif».

Effectivement, les évêques et la C.F.D.T. ne peuvent proposer (et tenter d'imposer) d'autres perspectives que la renonciation, l'acceptation du partage de l'austérité.

Ce qui, constatent-ils, n'est pas facile à réaliser car il y a des résistances consécutives:

«au passage en une génération, du monde rural au monde industriel urbain, l'objectif prioritaire de l'enrichissement individuel, le manque de participation des citoyens à une gestion des affaires jugée trop complexe pour eux, l'amenuisement des corps intermédiaires ont suscité des comportements largement démunis d'idéal, insoucieux des autres et surtout de la collectivité. Les premiers symptômes de crise ont cristallisé ces tendances au repli, qui rendent spontanément inaptés à la solidarité».

Et de regretter, par avance:

«La persistance d'un tel état d'esprit qui rendrait impossible le nécessaire partage à la fois de l'emploi et du revenu. Déjà techniquement difficile, un tel partage serait impossible à réaliser sans transformation des mentalités individuelles et catégorielles».

Transformons donc, mes frères! Transformons, en substituant au syndicat l'expression directe programmée par Mr. AUROUX. Transformons, en supprimant de fait la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives. Transformons en tentant de changer la nature même du syndicalisme ouvrier de classe, en syndicalisme national. Edmond MAIRE ne prend même plus la peine de maquiller l'autogestion avec un verbiage «révolutionnaire».

Toujours dans le même numéro de la «*Vie chrétienne*», à la question: «*les salariés ont-ils encore des devoirs? Ou n'ont-ils que des droits?*», il répond sans aucune ambiguïté:

«Droits, devoirs... Je préfère parler de responsabilités. Le syndicalisme doit devenir un syndicalisme de producteurs et ne plus être seulement un syndicalisme de salariés, exploités, dominés par un patron. Il doit faire en sorte que l'économie se redresse, que les petites et moyennes entreprises soient un facteur de dynamisme, de développement de l'emploi. Les salariés ont tout intérêt à la bonne marche de leur entreprise. Nous devons, dans nos actions syndicales, remettre en lumière cet aspect du syndicalisme qui aide les salariés à apporter le maximum de leurs compétences, de leurs capacités, pour construire l'avenir de l'économie nationale».

Un syndicalisme de «*PRODUCTEURS*»! Marcel DEAT, et ses amis néo-socialistes, parlaient eux aussi, des individus «*PRODUCTEURS*».

Mais les travailleurs répondent à leur façon.

Ne se considérant nullement comme des privilégiés, estimant qu'ils ont eu raison, par l'action, de revendiquer et d'obtenir «*toujours plus*», ils réagissent. La grève de nos camarades de l'E.D.F. en témoigne. Suivie massivement, cette grève est particulièrement significative du mécontentement profond existant dans la classe ouvrière, et des possibilités de mobilisation.

N'en déplaise à F. MITTERRAND qui, dans sa récente prestation télévisée, a traité par le mépris les diverses manifestations de mécontentement de ces derniers mois, cette journée d'action s'inscrit dans un processus de reconstitution d'un rapport de force favorable à la classe ouvrière. Qu'une organisation comme la C.G.T.F.O. soit, dans la période actuelle, capable d'organiser des rassemblements, des meetings, des arrêts de travail, des manifestations publiques non négligeables, avec comme thème central le refus de l'austérité, en dit plus long que tous les discours.

Il n'y a donc aucune raison de se laisser gagner par le découragement. Bien au contraire, l'heure est plus que jamais à la vigilance pour surmonter les difficultés, écarter les faux problèmes, vaincre les obstacles.

C'est en tout cas, ce qu'a clairement exprimé le Comité fédéral de l'U.A.S. des 12 et 13 juin dernier.

Jo. SALAMERO
